

Les organismes de gestion des établissements d'enseignement catholiques sont des associations (régies par la loi du 1er juillet 1901), voulues par l'Enseignement Catholique pour être au service des établissements en leur donnant une existence juridique c'est à dire la personnalité morale. Ainsi peuvent s'exercer valablement l'activité d'enseignement et les activités pastorales, pédagogiques, éducatives et parascolaires inhérentes à un établissement catholique d'enseignement.

- **Concrètement, les parents payent les frais liés à la scolarité de leur enfant à une association, l'OGEC de l'établissement. Le personnel non enseignant est embauché par l'OGEC de l'établissement, les professeurs sont rémunérés par l'Education nationale pour les établissements sous contrat d'association.**

L'OGEC ou AEP est constituée de personnes bénévoles attachées à l'Enseignement catholique qui mettent en commun leur connaissance pour faire fonctionner un établissement scolaire privé. Il est prévu 3 membres de droit : le représentant de la tutelle, le président de l'Udogec, le président de l'APEL d'établissement qui est obligatoirement invité à chaque conseil d'administration.

- **Autant la qualité de parents ayant un enfant inscrit dans l'école concernée est obligatoire pour être membre de l'APEL, autant il n'est pas obligatoire d'être parent pour faire partie de l'OGEC d'un établissement.**

L'association doit être gérée et administrée à titre bénévole par des personnes n'ayant elles-mêmes, ou par personne interposée, aucun intérêt direct ou indirect dans les résultats de l'exploitation. Les salariés de l'OGEC/AEP - personnel des services administratifs et économiques, personnel d'éducation, chef d'établissement... - ne peuvent donc pas être membre de l'OGEC. Les enseignants agréés ou contractuels, bien que rémunérés par l'Etat, ont aussi un intérêt direct à la gestion. Les conjoints ascendants et/ou descendants des personnes travaillant dans l'établissement ont aussi un intérêt indirect ou direct à la gestion par personne interposée. Le chef d'établissement est invité à toutes les réunions de l'ogec mais ne peut prendre part aux votes. Les ressources les plus importantes perçues par un OGEC sont constituées de subventions publiques et le coût de la scolarité supportée par les parents. La contribution des familles (appelée également rétribution scolaire, redevance ou scolarité) est la **participation financière** qui est demandée aux parents d'élèves pour couvrir les dépenses non prises en charge par l'Etat ou les collectivités territoriales.

Pour les **établissements sous contrat simple**, *“les redevances demandées aux familles doivent permettre d'assurer l'équilibre financier des classes sous contrat”* (article 9 du décret 60-476 du 28.07.1960 modifié).

Pour les **établissements sous contrat d'association**, les contributions des familles ne doivent pas servir à couvrir les frais de fonctionnement de l'établissement (*ce sont les forfaits communaux assumés par la mairie qui ont cette destination*). Elles sont seulement destinées à couvrir les dépenses d'investissement immobilier et les charges liées au caractère propre de l'établissement (pastorale, pédagogie particulière). La Loi Debré prévoit en effet la gratuité de la scolarité. C'est l'article 15 du décret 60-745 du 28.07.1960 modifié qui autorise les établissements sous contrat d'association à demander aux parents une contribution financière.

- **La charge revenant aux parents ne couvre pas les salaires des enseignants, rémunérés par l'Etat, mais les frais de fonctionnement.**

http://www.fnogec.org/fnogec/fichiers/info_juridiques/role_ogec-site.pdf

http://www.fnogec.org/fnogec/fichiers/info_juridiques/schema_general_fonctionnement.pdf

http://www.fnogec.org/fnogec/fichiers/info_juridiques/schema_finance_diff_typ_contra.pdf